



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE**

Troisième trimestre 2017

Décembre-2017

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Commerce mondial.....	7
1.3. Evolution des prix dans le monde	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés.....	9
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
II. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	12
2.1. Production et prix	12
2.2. Secteur extérieur.....	14
2.2.1. Commerce extérieur.....	14
2.2.2. Balance des paiements.....	16
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs	17
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID).....	18
2.3. Finances publiques.....	19
2.4. Secteur monétaire	21
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	21
2.4.2. Base monétaire.....	23
2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties.....	24
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	25
2.5.2. Qualité du portefeuille	27
2.5.3. Adéquation du capital	29
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire	31
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	31
ANNEXES	34

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-Saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BEF	: Banques et Etablissements Financiers
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire
MBIF	: Million de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBP	: Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MUSD	: Millions de dollars américains
MW	: Mégawatt
OCDE	: Organisation de Coopération et de développement Economiques
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
T	: Tonne
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Au troisième trimestre 2017, l'économie mondiale s'est affermie, suite principalement à la consolidation de l'activité économique dans les pays avancés et émergents, en rapport avec l'amélioration de la demande et des conditions financières favorables ainsi qu'à la reprise des prix des matières premières. L'inflation a augmenté dans plusieurs pays avancés notamment aux Etats-Unis et au Japon, suite à la hausse des cours des produits de base. Le commerce mondial s'est intensifié en liaison avec l'amélioration de la demande d'importations en Chine et aux Etats-Unis.

Pour l'année 2017, la reprise de l'activité économique mondiale devrait se poursuivre, le taux de croissance est estimé à 3,6% contre 3,2% en 2016, tiré principalement par l'affermissement de la demande dans les principaux pays avancés et émergents.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance projeté est de 2,6 en 2017 contre 1,4% en 2016, en liaison avec la remontée des prix des produits de base.

Dans les pays de la Communauté Est Africaine, la croissance attendue en 2017 est de 5,4% et dépasserait largement la moyenne de l'Afrique subsaharienne (2,6%). Cette amélioration serait notamment liée à une stabilité macroéconomique dans la région et aux investissements directs étrangers.

Au Burundi, les principales productions des secteurs secondaire et tertiaire se sont accrues tandis que la production du secteur primaire, notamment le café et le thé, a baissé au troisième trimestre 2017. La croissance du PIB est estimée à 2,5% en 2017 contre 1,7% en 2016, tirée principalement par l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire. L'inflation a diminué au troisième trimestre 2017, s'établissant à 14,3% en moyenne, contre 17,8% au trimestre précédent, suite à la baisse de l'inflation alimentaire et non alimentaire.

La balance des paiements a enregistré un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) plus élevé que celui du même trimestre de 2016, en liaison avec l'augmentation du déficit du compte courant. Les réserves officielles ont baissé de 3,9% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 99,8 contre 103,82 MUSD. En revanche, par rapport au même trimestre de 2016, elles ont progressé de 9,0% et couvrent 1,6 mois d'importations de biens et services contre 1,3 mois.

Le déficit budgétaire du troisième trimestre 2017 s'est allégé par rapport à celui du même trimestre de 2016, grâce à l'augmentation plus importante des recettes par rapport à celle des dépenses publiques. Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Au troisième trimestre 2017, les réserves des banques commerciales ont diminué par rapport au trimestre précédent. Ainsi, les banques commerciales ont intensifié leurs recours au refinancement de la Banque Centrale. En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 34,3% et de 11,9% d'un trimestre à l'autre, en liaison avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets.

Le total du bilan du secteur bancaire a augmenté de 13,7% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Ce secteur est demeuré suffisamment capitalisé et a respecté toutes les normes réglementaires et prudentielles. Le résultat net, le rendement moyen des actifs (ROA) et celui des fonds propres (ROE) ont augmenté par rapport à la même période de 2016.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial ¹

Au troisième trimestre 2017, l'économie mondiale s'est affermie suite principalement à la consolidation de l'activité économique dans les pays avancés et émergents, en rapport avec l'amélioration de la demande, des conditions financières favorables et à la reprise des prix des matières premières.

Aux Etats-Unis, bien que la croissance du PIB ait légèrement ralenti (0,7 contre 0,8% au trimestre précédent), il reste le plus élevé des pays avancés en liaison avec l'accroissement des dépenses de consommation des ménages et la hausse des exportations. En glissement annuel, le taux de croissance s'est établi à 2,3 contre 1,5%.

Dans la Zone euro, le rythme de croissance économique s'est établi à 0,6 contre 0,7% au deuxième trimestre 2017 et a été principalement tiré par la hausse de la demande intérieure. En glissement annuel, le PIB s'est accru de 2,5% contre 1,7%.

Au Japon, la croissance a fortement ralenti (0,3 contre 0,6% le trimestre précédent), sous l'effet de la baisse de la demande intérieure. En glissement annuel, la croissance s'est établie à 2,1 contre 0,9%.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB s'est légèrement accélérée (0,4 contre 0,3% au trimestre précédent), suite principalement au dynamisme du secteur des services et à l'amélioration de la production industrielle. En glissement annuel, le taux de croissance économique a diminué et s'est établi à 1,5 contre 1,7% le trimestre précédent.

En Chine, le Produit Intérieur Brut s'est accru de 1,7 contre 1,3% au trimestre précédent, en rapport avec la vigueur de la demande intérieure, la reprise des exportations, la solidité du secteur des services et le dynamisme de la construction immobilière. En glissement annuel, la Chine a enregistré un taux de croissance de 6,8 contre 6,7% à la même période de l'année 2016.

¹ Statistiques de l'OCDE, Octobre 2017

Tableau 1: Croissance économique dans les principaux pays avancés et émergents

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T2-2017	T3-2017	T3-2016	T3-2017
Chine	1,3	1,7	6,7	6,8
États-Unis	0,8	0,7	1,5	2,3
Japon	0,6	0,3	1,0	1,6
Royaume uni	0,3	0,4	1,8	1,5
Zone euro	0,7	0,6	1,7	2,5
OCDE - Total	0,8	0,6	1,6	2,6

Source : OCDE, Statistiques octobre 2017

La reprise de l'activité économique mondiale devrait se poursuivre en 2017 comme initialement prévue². Le taux de croissance estimé pour 2017 a été revu à la hausse de 0,1 point (3,6 contre 3,5% prévu en avril) et est tiré par les principaux pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, le taux de croissance devrait s'améliorer de 0,1 point par rapport aux prévisions d'avril 2017 (2,2 contre 2,1%), en liaison avec la politique budgétaire plus expansionniste qu'initialement annoncée.

Dans la Zone euro, les prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 points de base (2,1 contre 1,9%), en rapport avec la demande intérieure plus vigoureuse que prévue. Au Japon, le taux de croissance a été révisé à la hausse de 0,2 points (1,5 contre 1,3%), suite à l'amélioration de la demande intérieure et extérieure.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance a été maintenu à 4,6%, suite principalement à une révision à la baisse des prévisions pour l'Inde (-0,5 point) atténué par l'accélération de l'activité plus que prévue en Chine et dans les pays émergents d'Europe.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance projeté est de 2,6% en 2017 contre 1,4% en 2016, en liaison avec la remontée des prix des produits de base. Cependant, le taux de croissance qui était initialement prévu est de 2,7% en avril 2017, a été révisé à la baisse de 0,1 point en

² Perspectives de l'économie mondiale, FMI, Octobre 2017

octobre 2017, suite principalement aux retards dans la mise en œuvre des ajustements de politique économique.

1.2. Commerce mondial

Au troisième trimestre 2017, l'indicateur du commerce mondial s'est établi à 102,6 contre 102,2 au trimestre précédent, suite principalement à l'amélioration de la demande d'importations en Chine et aux Etats-Unis. Selon les prévisions de l'OMC de septembre 2017, la croissance du volume du commerce des marchandises devrait se situer à 3,6% en 2017 contre 1,3% en 2016.

Tableau 2 : Croissance du commerce mondial des marchandises (en %)

	2016	2017 (p)
Commerce mondial des marchandises	1,3	3,6
A. Exportations		
Pays avancés	1,4	3,0
Pays en développement et émergents	1,3	4,7
B. Importations		
Pays avancés	2,0	3,0
Pays en développement et émergents	0,2	5,1

(p) : les chiffres de 2017 sont des projections

Source : OMC, septembre 2017

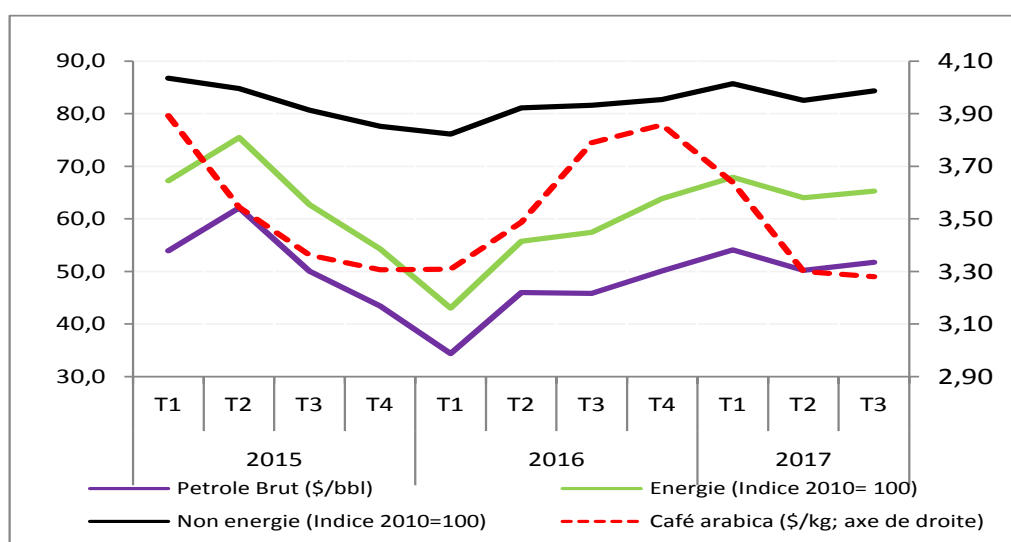
1.3. Evolution des prix dans le monde

Les prix des matières premières ont globalement augmenté au cours du troisième trimestre 2017 à l'exception du café arabica. En effet, le cours du pétrole est passé de 50,2 à 51,74\$/bbl au troisième trimestre 2017 pendant que le prix du thé aux enchères de Mombasa s'est établi à 2,81 contre 2,79\$/kg. Le prix du café arabica est revenu de 3,30 à 3,28\$/kg d'un trimestre à l'autre.

Les indices des principaux groupes de produits ont augmenté. En effet, l'indice de l'énergie a progressé d'un trimestre à l'autre, passant de 64,0 à 65,26 et celui des produits non énergétiques de 82,5 à 84,34.

En moyenne annuelle, le prix du pétrole (Brent) atteindrait 55,0 contre 42,8\$/bbl, celui du thé 2,80 contre 2,64\$/kg tandis que le prix du café fléchirait à 3,60 contre 3,61\$/kg. L'indice global des produits énergétiques s'élèverait à 73,0 contre 58,7 et celui des produits non énergétiques à 86,5 contre 85,7 en 2016.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, octobre 2017

En comparaison avec le trimestre précédent, l'inflation du troisième trimestre 2017 a augmenté dans plusieurs pays avancés notamment aux Etats-Unis (1,97 contre 1,90%) et au Japon (0,60 contre 0,37%) tandis qu'elle a légèrement baissé dans la Zone euro (1,45 contre 1,52%). Sur l'ensemble des pays de l'OCDE, l'inflation a légèrement augmenté, passant de 2,14 à 2,17%. L'inflation a augmenté dans les principaux pays émergents notamment en Chine où elle est passée de 1,4 à 1,6%.

Tableau 3: Inflation en glissement annuel (en %)

	T3-2016	T2-2017	T3-2017
Chine	1,67	1,40	1,60
États-Unis	1,12	1,90	1,97
Japon	-0,50	0,37	0,60
Zone euro	0,27	1,52	1,45
OCDE - Moyenne	0,99	2,14	2,17

Source : www.OECD. Stat

Sur l'ensemble de l'année 2017, l'inflation globale³ devrait s'accélérer et atteindre 1,7 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés en rapport avec la hausse des prix des produits de base. Dans les pays émergents et en développement (hors Argentine et Venezuela), l'inflation resterait plus ou moins stable en 2017 (4,2 contre 4,3% en 2016), en raison notamment du recul des prix de l'alimentation et de l'appréciation de leurs monnaies.

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au troisième trimestre 2017, les banques centrales des pays avancés ont gardé leurs politiques monétaires accommodantes dans l'objectif de stimuler davantage la reprise économique.

La Réserve Fédérale Américaine a maintenu le taux directeur dans une fourchette de 1,00% et 1,25% en vue de soutenir l'amélioration des conditions du marché du travail et un retour durable à une inflation de 2%.

La BCE a maintenu les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, respectivement à 0,00%, 0,25% et - 0,40%. Elle a poursuivi son programme de rachat massif de dettes.

La Banque du Japon (BoJ) n'a pas changé sa politique monétaire, estimant que la croissance économique reste modérée et que l'objectif d'inflation de 2% est loin d'être réalisé. La Banque a reconduit ses taux négatifs (-0,1%) sur les dépôts et son vaste programme de rachat d'actifs.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2017, l'activité économique des pays membres de la CEA a été revue à la baisse de 0,2 point par rapport à celles d'avril 2017 (5,4 contre 5,6%). Ce taux de croissance se situerait en dessous de celui enregistré en 2016 (6,1%), suite à une longue saison sèche, au ralentissement du crédit au secteur privé et aux conflits politiques internes dans certains pays.

Toutefois, les pays de la CEA réaliseraient des taux de croissance variant entre 2,5 et 6,5% et dont la moyenne (5,4%) dépasserait largement celui de l'Afrique subsaharienne (2,6%).

³ Perspectives de l'économie mondiale, FMI, Octobre 2017

Cette performance serait liée notamment par une stabilité macroéconomique, des investissements publics et privés soutenus, en particulier, les investissements directs étrangers.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

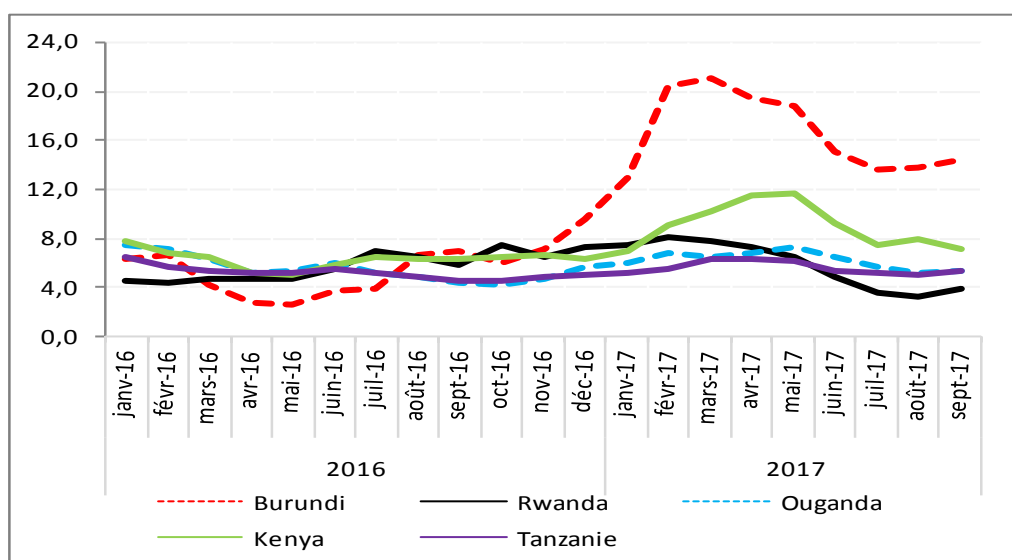
	2014	2015	2016	2017 (proj.)
Burundi*	4,2	-0,3	1,7	2,5
Rwanda	7,6	8,9	5,9	6,2
Tanzanie	7,0	7,0	7,0	6,5
Ouganda	4,6	5,7	2,3	4,4
Kenya	5,4	5,7	5,8	5,0
CEA	5,9	6,1	5,4	5,4
AFSS	5,1	3,4	1,4	2,6

Source : Perspectives économiques régionales : FMI, Octobre 2017

*Cadrage macroéconomique du Burundi, juin 2017

La baisse des prix observée depuis juin 2017 s’est poursuivie dans tous les pays de la CEA, suite notamment à l’amélioration des conditions climatiques, aux mesures fiscales qui ont permis la stabilisation de l’inflation sous-jacente ainsi qu’à la stabilité des taux de change.

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA

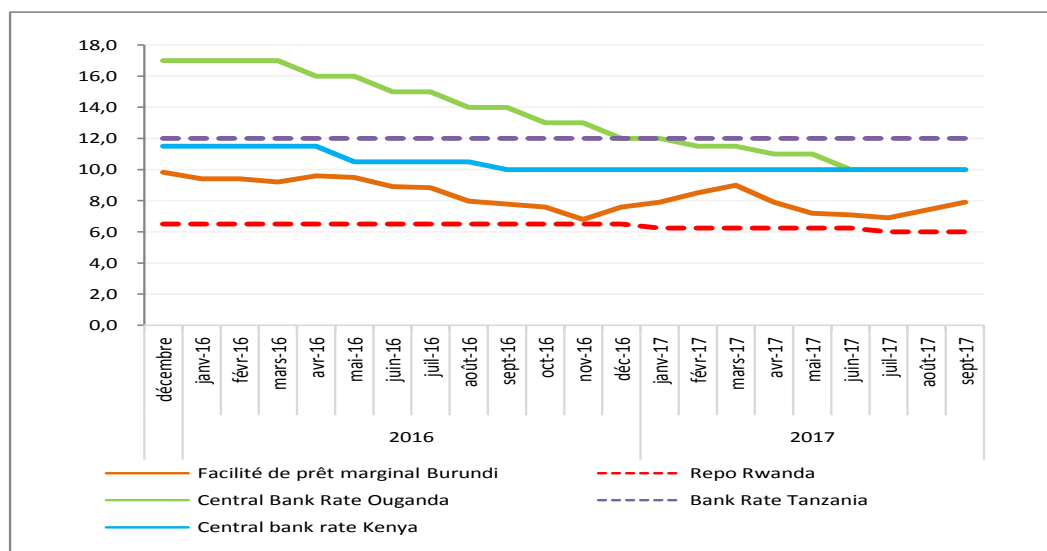


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Par rapport au trimestre précédent, les taux d'inflation moyens ont baissé au troisième trimestre 2017, revenant de 10,8 à 7,5% au Kenya, de 6,8 à 5,1% en Ouganda, de 6,0 à 5,1% en Tanzanie, de 6,2 à 3,9% au Rwanda et de 17,8 à 14,3% au Burundi.

Dans ces conditions, les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes en vue de stimuler l'activité économique.

Graphique 3 : Taux d'intérêt des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Les banques centrales du Rwanda, du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda ont maintenu leurs taux à 6,0%, 10%, 12% et 10% respectivement au cours du trimestre sous revue. Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal (FPM) s'est maintenu à 7,4% en moyenne trimestrielle comme au trimestre précédent.

D'un trimestre à l'autre, les taux de change des monnaies des pays de la CEA ont été globalement stables par rapport au dollar américain, suite principalement à la réduction des déficits du compte courant due à l'amélioration des recettes d'exportation et aux faibles coûts des importations.

Tableau 5 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CEA (fin de période)

	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
sept-16	2 175,30	810,23	3 388,56	101,26	1 672,64
juin-17	2 230,14	830,20	3 590,90	103,61	1 720,80
sept-17	2 237,77	837,71	3 603,10	103,15	1 750,79
Variation trimestrielle. (%)	2,87	3,39	6,33	1,87	4,67
Variation annuelle (%)	0,34	0,90	0,34	-0,44	1,74

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En glissement annuel, le Shilling Ougandais (+6,33%), le Franc Burundi (+4,67%) et le Franc Rwandais (+3,39%) ont subi d'importantes dépréciations par rapport au dollar américain alors que les Shillings Kenyan (+1,87%) et Tanzanien (+2,87%) ont été relativement stables.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au troisième trimestre 2017, les principales productions des secteurs secondaire et tertiaire se sont améliorées tandis que la production du secteur primaire a baissé.

La production du café vert s'est établie à 3.428 au cours du troisième trimestre 2017 contre 8.553 T à la même période de la campagne précédente, soit une diminution de 60%. La production du thé sec a chuté de 19,2% par rapport à celle du même trimestre de l'année précédente, revenant de 1.535 à 1.240 T.

Concernant le secteur secondaire, la production industrielle a légèrement augmenté par rapport au même trimestre de l'année précédente, l'indice moyen de la production industrielle s'est accru légèrement (+0,04%), suite principalement à la progression de la production dans les industries alimentaires(+1,2%). Comparé au trimestre précédent, il a augmenté de 43,5%, passant de 124,7 à 178,9, en liaison avec l'accroissement de la production dans les branches des industries alimentaires (+46,3%) et chimiques (+13,3%).

Comparé au trimestre précédent, la production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 6,1%, passant de 37.826 à 40.124 MW. Par contre, la production a fléchi de 3,9% par rapport au trimestre correspondant de 2016.

Au niveau du secteur tertiaire, le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura s'est accru de 20,6% par rapport au trimestre précédent. De même, par rapport au même trimestre de 2016, il s'est accru de 47,8%, en rapport avec l'augmentation des importations de ciment, de clinker et de maïs.

Le nombre de passagers à l'aéroport international de Bujumbura a augmenté de 18,2% et le trafic des aéronefs s'est accru de 25,7% par rapport au même trimestre de 2016. Comparé au trimestre précédent, le nombre de passagers s'est accru de 30,7% tandis que le trafic des aéronefs a fléchi de 15,8%.

Pour l'année 2017, le taux de croissance du PIB est estimé à 2,5% contre 1,7% en 2016, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire.

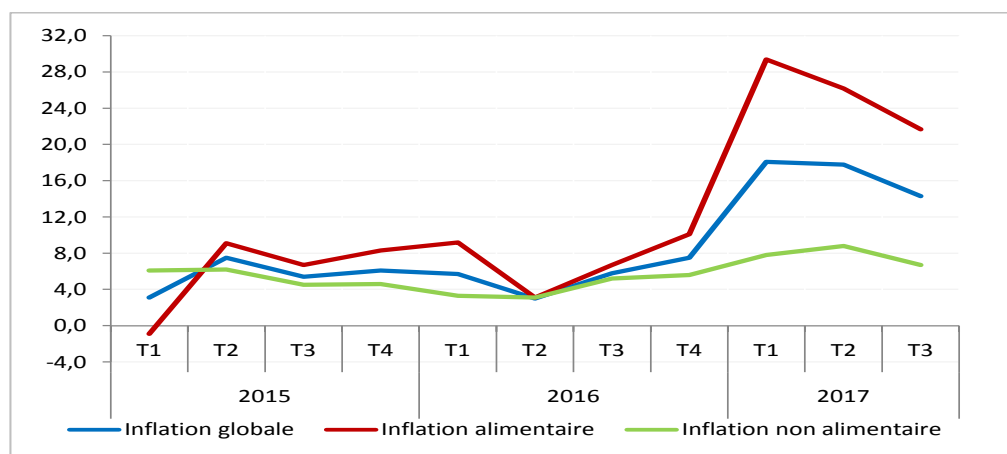
Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2013	2014	2015	2016	2017
1. Croissance du PIB réel	4,9	4,2	-0,3	1,7	2,5
Secteur primaire	8,4	-3,6	0,3	-2,0	-0,3
Secteur secondaire	2,4	6,2	-2,7	-1,4	-1,9
Secteur tertiaire	2,8	8,8	2,4	4,6	3,6
2. Inflation	7,9	4,4	5,5	5,6	12,5

Source : Cadrage macroéconomique du Burundi, juin 2017

Malgré qu'elle reste élevée, l'inflation a légèrement fléchi d'un trimestre à l'autre (14,3 contre 17,8 %), suite à la baisse de l'inflation alimentaire (21,7 contre 26,2 %) et non alimentaire (6,7 contre 8,8%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : Etabli sur base des données de l'ISTEEBU

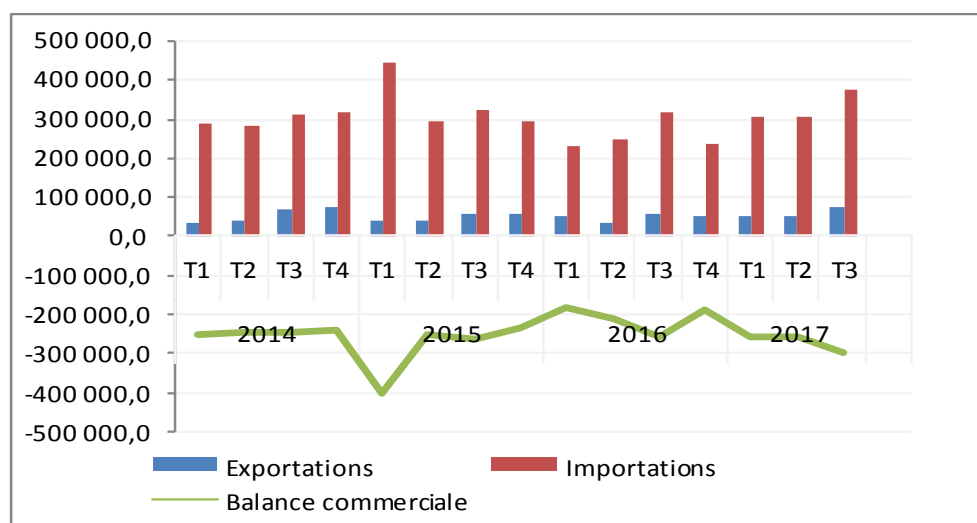
La moyenne de l'inflation jusqu'à fin septembre est de 16,7% et est largement supérieure à celle initialement prévue dans le cadrage macroéconomique de juin 2017 (12,5%), en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires due à la sécheresse qui a sévi dans certaines régions du pays.

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Au troisième trimestre 2017, le déficit commercial a augmenté de 15,7% par rapport au même trimestre de 2016, passant de -258.717,9 à -299.225,2 MBIF. Cette aggravation est due à une augmentation des importations (372.633,0 contre 312.264,0 MBIF) relativement plus importante que celle des exportations (73.407,8 contre 53.546,1 MBIF).

Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs (MBIF)



Source : BRB

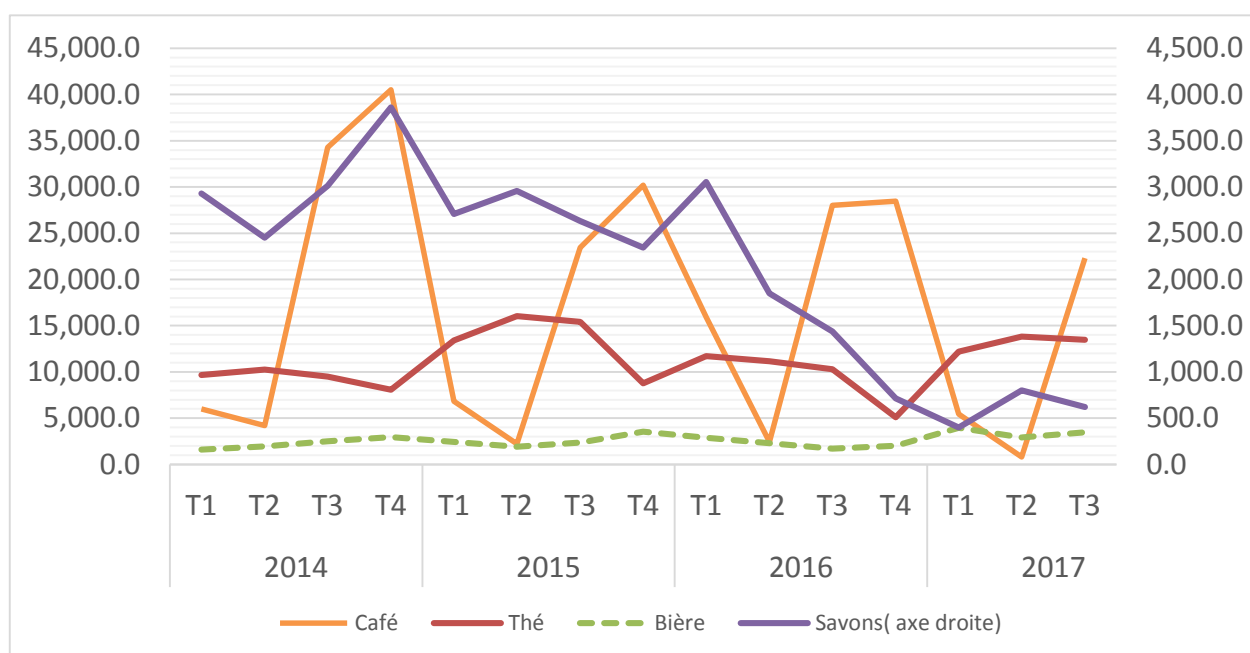
L'augmentation des importations a concerné les biens de production (158.903,0 contre 114.840,0 MBIF, soit +38,4%) et les biens de consommation soit (155.000 contre 136.837,0 MBIF, soit +13,3%). En revanche, les importations de biens d'équipement ont légèrement diminué (-3,1%), revenant de 60.587,0 à 58.730,0 MBIF.

La hausse des importations de biens de production est tirée principalement par les biens destinés à l'alimentation (+16.639 MBIF), à l'agriculture et l'élevage (+11.661 MBIF), à la métallurgie (+6.056 MBIF), et les huiles minérales (+8.782 MBIF). Quant à l'accroissement des importations de biens de consommation, elle a essentiellement concerné les textiles (+10.504 MBIF) et l'alimentaire (+4.509 MBIF).

Au niveau des exportations, l'augmentation a porté aussi bien sur les produits primaires (65.830,3 contre 40.801,4 MBIF, soit 39,3%), que sur les produits manufacturés (16.577,5 contre 12.744,7 MBIF, soit 30,1%).

La hausse des produits primaires a concerné principalement les exportations de l'or non monétaire (+15.674,2 MBIF) pendant que la hausse des produits manufacturés a porté essentiellement sur les exportations des bouteilles en verre foncé (+2.078,2 MBIF), des bières (+1.767,7 MBIF) et des cigarettes (+1.034,0 MBIF).

Graphique 6 : Evolution des principaux produits exportés (en MBIF)



Source : BRB

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, le déficit commercial s'est également aggravé (-299.225,2 contre -254.730,6 MBIF) suite à une augmentation plus importante des importations (+68.465,0 MBIF) par rapport à celle des exportations (+23.970,4 MBIF).

2.2.2. Balance des paiements

Au troisième trimestre 2017, la balance des paiements a enregistré un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) plus élevé que celui du même trimestre de 2016, atteignant -216.140,3 contre -69.399,5 MBIF. Cet accroissement du besoin de financement a résulté d'une forte augmentation du déficit du compte courant (-235.642,1 contre -86.124,6 MBIF), l'excédent du compte de capital s'étant légèrement amélioré (19.501,8 contre 16.725,1 MBIF).

Tableau 7 : Balance des paiements du troisième trimestre 2017 (en MBIF)

	T3-2016	T2-2017	T3-2017
Compte courant	-86 124,6	-118 614,8	-235 642,1
Biens	-127 694,8	-189 316,2	-213 985,7
Services	-45 814,4	-72 668,5	-71 138,5
Revenus primaires	703,7	-575,7	-635,6
Revenus secondaires	86 680,9	143 945,6	50 117,7
Compte de capital	16 725,1	40 737,2	19 501,8
Besoin de financement	-69 399,5	-77 877,7	-216 140,3
Compte financier	-78 689,7	-28 503,2	-174 027,3
Erreurs et omissions	-9 290,2	49 374,4	42 113,0

Source : BRB

Le déficit du compte courant s'est aggravé principalement en liaison avec l'augmentation des déficits du compte des biens (+86.290,9 MBIF), du compte des services (+25.324,1 MBIF) et à la diminution de l'excédent du compte des revenus secondaires (-36.563,2 MBIF).

Le déficit du compte financier s'est aggravé au troisième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de 2016 (-174.072,3 contre -78.689,7MBIF), suite notamment à l'augmentation du déficit du solde des autres investissements (-169.259,2 contre -68.011,9 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

A la fin du troisième trimestre 2017, les avoirs extérieurs ont diminué de 5,2% par rapport au trimestre précédent (194,48 contre 171,71 MUSD) alors qu'ils se sont accrus de 13,3% en glissement annuel.

Tableau 8: Evolution des avoirs extérieurs

	Fin de période en MUSD				Variation en %	
	sept-16	déc.-16	juin-17	sept-17	trimestrielle	annuelle
BRB	94,33	98,56	116,18	113,50	-2,3	20,3
Dont: Réserves officielles	91,59	95,35	103,82	99,80	-3,9	9,0
Banques commerciales	77,38	74,31	89,04	80,97	-9,1	4,6
Total des avoirs extérieurs	171,71	172,87	205,22	194,48	-5,2	13,3

Source: BRB

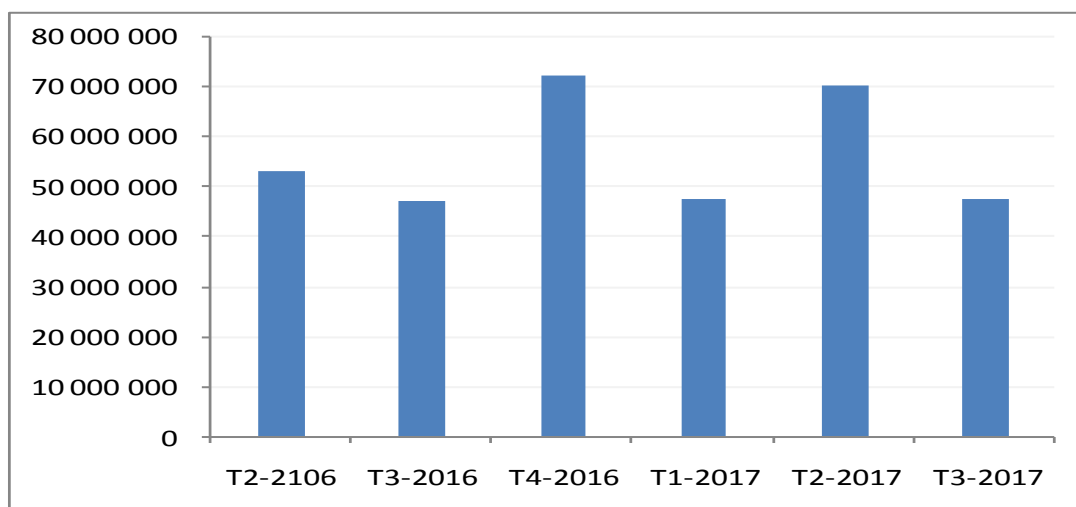
Les avoirs extérieurs de la BRB ont baissé de 2,3% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 113,5 contre 116,18 MUSD et ont augmenté de 20,3% par rapport à la même période de 2016. Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont diminué de 9,1% par rapport au trimestre précédent, se situant à 89,04 contre 80,97 MUSD tandis qu'ils ont augmenté de 4,6% en glissement annuel.

Les réserves officielles de change ont baissé de 3,9% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 99,8 contre 103,82 MUSD. En revanche, elles ont progressé de 9,0% par rapport au même trimestre de 2016 et couvrent 1,6 contre 1,3 mois d'importations de biens et services.

2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)

Au cours troisième 2017, la BRB a effectué des interventions sur le MID d'un montant de 47,5 contre 70,5 MUSD au trimestre précédent et 47,1 MUSD pendant la même période de l'année 2016.

Graphique 7 : Transactions sur le MID (en USD)



Source : BRB

2.3. Finances publiques

Le déficit budgétaire du troisième trimestre 2017 s'est allégé par rapport à celui du trimestre correspondant de l'année précédente, suite à l'augmentation des recettes plus importante que celle des dépenses.

Les recettes du troisième trimestre 2017 ont progressé de 23,0% par rapport à celles de la même période de 2016, passant de 170.270,0 à 209.504,6 MBIF et ont augmenté de 22,7% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les dons en capital ont augmenté de 58,4% (28.825,9 contre 18.203,3 MBIF) alors qu'ils ont diminué de 29,4% par rapport au trimestre précédent.

Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

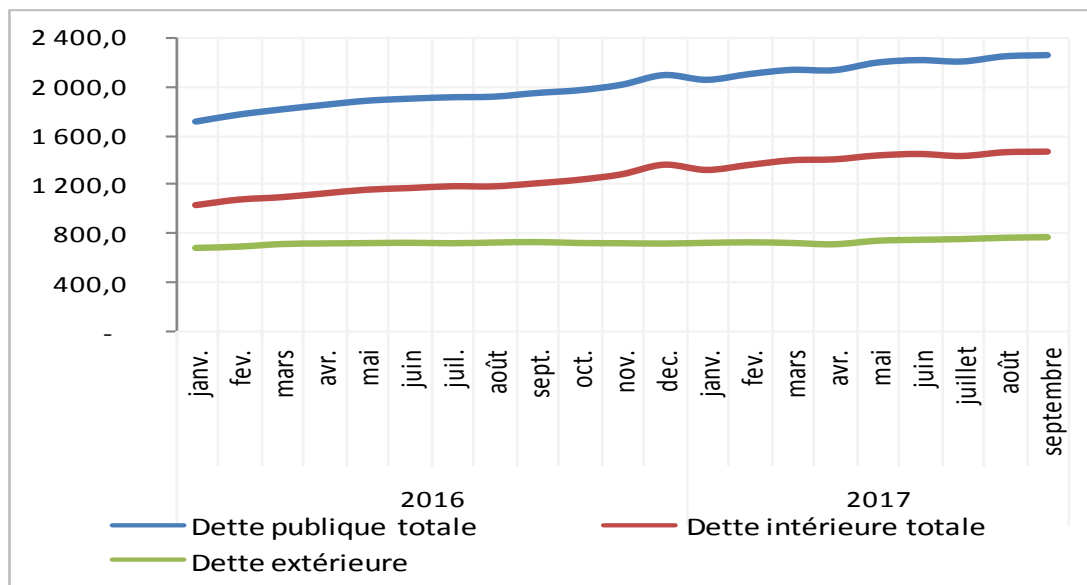
	2016	2017	
	3ème trim.	2ème trim.	3ème trim.
A. RECETTES ET DONNS	188 473,3	211 580,0	238 330,5
1. Recettes	170 270,0	170 754,7	209 504,6
Recettes courantes	170 148,9	170 754,7	209 504,6
Recettes exceptionnelles	121,2	-	-
2. Dons	18 203,3	40 825,3	28 852,9
courants	-	-	-
en capital	18 203,3	40 825,3	28 825,9
B. DEPENSES	246 579,6	273 734,6	283 568,6
1. Dépenses courantes	203 831,7	210 753,3	227 061,5
dont Salaires	101 166,1	96 191,4	96 271,4
2. Dépenses en capital	42 747,9	62 981,3	56 507,1
Sur ressources nationales	24 247,3	22 104,7	24 965,6
Sur prêts et dons extérieurs	18 500,6	40 876,6	31 541,6
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-58 106,3	-62 154,6	-45 238,1
C. FINANCEMENT	58 106,3	62 154,6	45 238,1
Financement extérieur net	-2 231,8	-1 932,0	-190,5
Financement intérieur net	53 000,7	41 982,3	56 078,6
D. Erreurs et omission	7 337,4	22 104,2	-10 650,0

Source : MFBP

En glissement annuel les dépenses ont progressé de 15,0%, s'établissant à 283.568,6 contre 246.579,6 MBIF. Cette hausse a résulté de l'accroissement aussi bien des dépenses courantes (+11,4%) que des dépenses d'investissement (+32,2%). Comparées à celles du trimestre précédent, elles ont augmenté de 3,6%.

Au troisième trimestre 2017, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire moins profond que celui du trimestre correspondant de 2016, se situant à 45.238,1 contre 58.106,6 MBIF. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net de 56.078,6 MBIF. L'encours de la dette intérieure s'est accru de 1,3%, passant de 1.464,1 à 1.483,3 Mds de BIF d'un trimestre à l'autre.

Graphique 8 : Evolution de la dette publique (en Mds de BIF)



Source : BRB

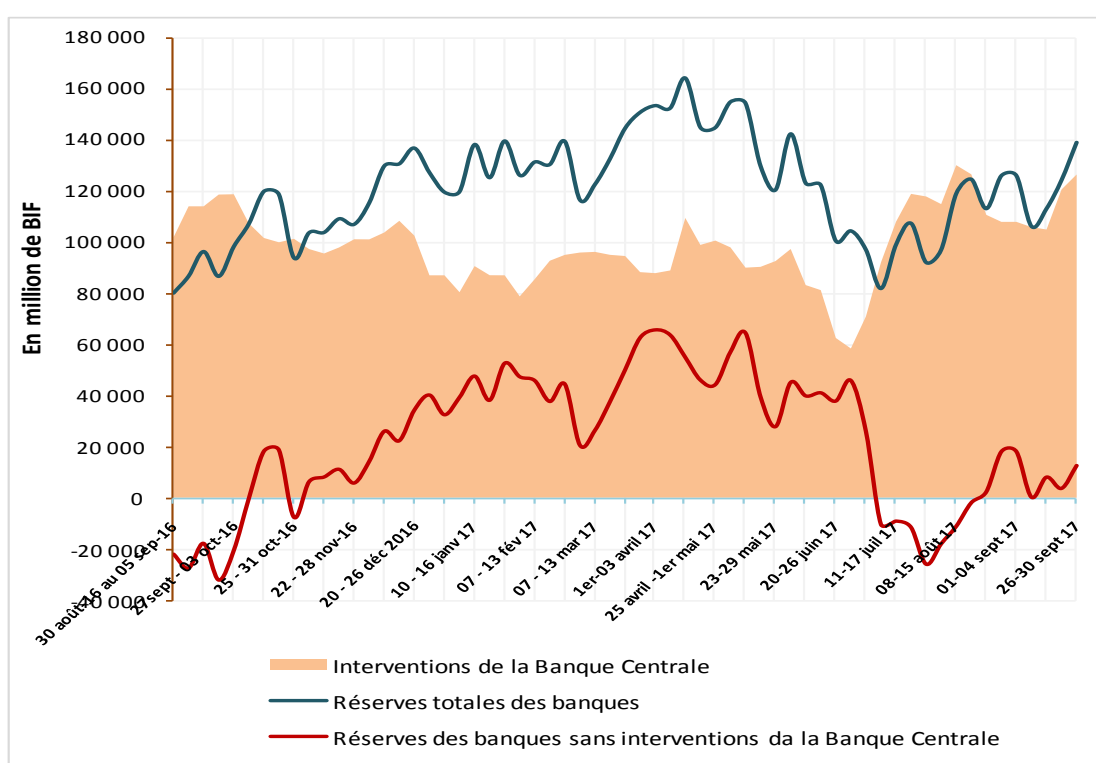
La dette extérieure a augmenté de 2,7%, passant de 754.668,5 à 775.212,7 MBIF d'un trimestre à l'autre. Elle est composée de la dette multilatérale (76,8%), la dette bilatérale (13,3%) et celle envers les autres créanciers (9,9%).

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Comparativement au deuxième trimestre, les réserves des banques ont diminué au troisième trimestre 2017. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se sont établies en moyenne hebdomadaire à 111 contre 47.831 MBIF. Elles se situaient à 21.096 MBIF en moyenne hebdomadaire au même trimestre de 2016.

Graphique 9: Réserves des banques et interventions de la BRB



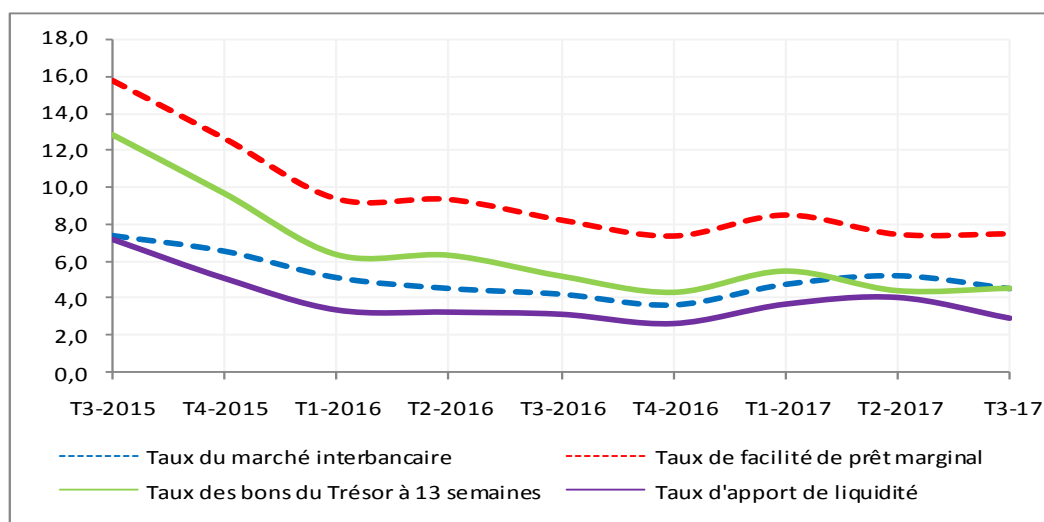
Source : BRB

Suite à l'amenuisement de leurs réserves, les banques commerciales ont augmenté leur recours aux ressources de la Banque Centrale. En moyenne hebdomadaire, les refinancements de la Banque Centrale se sont établis à 110.889 contre 89.470 MBIF au deuxième trimestre 2017 et à 109.830 MBIF à la même période de 2016.

Au cours du troisième trimestre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont diminué par rapport à ceux du trimestre précédent. Le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité s'est établi à 2,93 contre 4,04% au trimestre précédent. Le taux d'intérêt moyen interbancaire

est revenu de 5,23 à 4,55%. En revanche, le taux d'intérêt moyen sur la facilité de prêt marginal a légèrement augmenté, passant de 7,42 à 7,45%, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (4,42 à 4,45 %).

Graphique 10: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

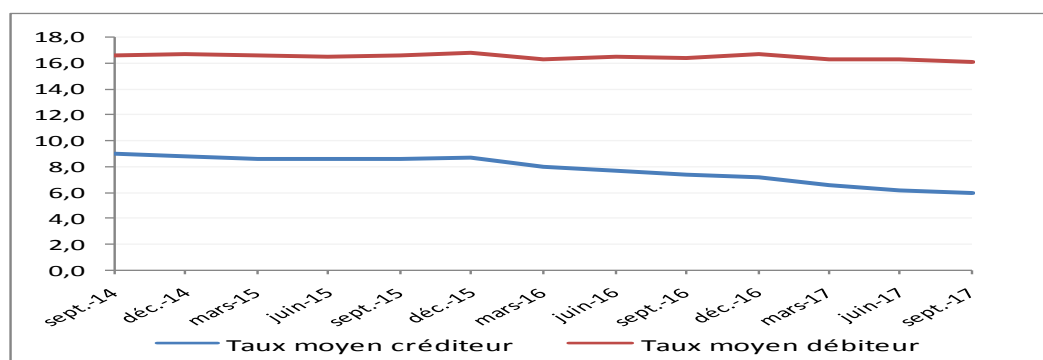


Source : BRB

Au cours du troisième trimestre 2017, le taux débiteur moyen sur l'encours des crédits a légèrement baissé, s'établissant à 16,13 contre 16,30% et 16,47%, respectivement au trimestre précédent et au même trimestre de 2016.

Par contre, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du troisième trimestre 2017 a légèrement augmenté par rapport à celui du trimestre précédent, passant de 16,75% à 17,17% alors qu'il était de 16,01% au troisième trimestre 2016.

Graphique 11 : Taux moyen débiteur et créditeur (en %)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le taux créditeur moyen a légèrement baissé (5,92 contre 6,17%), suite à la diminution des taux d'intérêt sur les dépôts à terme (6,84 contre 6,94%) et les dépôts à vue (3,09 contre 3,54%), les taux d'intérêt sur les bons de caisse s'étant stabilisés à 4,80%. De même, en glissement annuel, le taux créditeur moyen a baissé, s'établissant à 5,92 contre 7,34 %.

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 11,9% d'un trimestre à l'autre. Elle est passée de 467.625,5 à 523.365,7 MBIF, suite à la hausse, à la fois, des avoirs intérieurs nets (+8,1%) et des avoirs extérieurs nets (+4,6%). Concernant les composantes de la base monétaire, l'augmentation a concerné les dépôts des banques (+54.418,5 MBIF) et des sociétés non financières publiques (+8.102,4 MBIF). En revanche, les billets et pièces en circulation (-4.092,4 MBIF), les dépôts des microfinances (-3.070,7 MBIF) et les dépôts des établissements financiers (-125,0 MBIF) ont diminué.

Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties: variations trimestrielles (en %)

	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17
Billets et pièces en circulation	-0,4	5,1	0,02	12,8	-1,4
Dépôts des banques et microfinances	23,1	11,7	29,2	-37,3	44,9
Dépôts des établissements financiers	102,5	1,5	-26,1	-1,0	-4,8
Dépôts divers	24,3	29,2	26,8	22,9	17,6
Base monétaire = Contrepartie	7,0	7,6	10,1	-6,8	11,9
Avoirs extérieurs nets	3,0	10,8	22,2	7,5	4,6
Avoirs intérieurs nets	-3,0	-10,8	-22,2	-3,7	8,1
-Créances nettes sur l'Etat	3,6	1,7	1,1	-2,3	-6,2
-Autres postes nets	0,2	11,2	0,6	-13,5	127,7

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 34,3%, suite à la progression des avoirs intérieurs nets (+15,1%) et des avoirs extérieurs nets (+26,2%). L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que la croissance de la base monétaire a été principalement d'origine interne (+10,5 points de pourcentage) entre juin et septembre 2017. En glissement annuel, la croissance a été aussi bien d'origine interne (+22,2 points de pourcentage) qu'externe (+12,2 points de pourcentage).

Tableau 11 : Contributions à la variation de la base monétaire à fin septembre 2017

	Par rapport à septembre 2016	Par rapport à juin 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	12,2	1,4
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	22,1	10,5
dont: -Créances nettes sur l'Etat	13,1	-7,2
-Autres postes nets	9,0	17,7
Base monétaire	34,3	11,9

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) s'est légèrement accrue de 0,5% à fin septembre 2017, se situant à 1.324,6 contre 1.261,4 à Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue (0,7%), à terme (+4,1%) et sur les avoirs en devises des résidents (+0,9%). En revanche, la circulation fiduciaire hors banques a diminué de 4,4%.

L'augmentation de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets qui ont augmenté de 2,0% alors que les avoirs extérieurs nets ont diminué de 15,2%. La progression des avoirs intérieurs nets a été tirée par les créances sur l'économie (+5,3%) et l'endettement net de l'Etat (+2,3%), tandis que les autres postes nets ont diminué de 11,7%.

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties: variations trimestrielles

	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17 (p)
M3	1,2	4,4	9,5	9,1	0,5
AEN	-16,0	8,3	6,7	7,0	-15,2
AIN	3,1	2,5	7,4	7,3	2,0
-Crédit intérieur	3,5	3,3	1,7	5,1	3,7
Créances nettes sur l'Etat	4,9	9,5	8,8	2,6	2,3
Créances sur l'économie	2,2	-2,6	-5,8	8,0	5,3
-Autres postes nets	-4,6	-5,7	-16,8	4,0	-11,7

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 25,3%, en liaison avec l'accroissement du crédit intérieur (+20,4%) et des avoirs extérieurs nets (+8,3%).

La hausse de la masse monétaire a concerné toutes ses composantes : la circulation fiduciaire hors banques (+14,2%), les dépôts à vue (+36,1%), les dépôts à terme (+11,4%) et les dépôts en devises des résidents (+32,9%).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin septembre 2017

	Par rapport à septembre 2016	Par rapport à juin 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	1,4	-1,7
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	23,9	2,2
dont: -Crédit Intérieur	21,9	4,9
-Autres Postes Nets	2,0	-2,7
Masse monétaire	25,3	0,5

Source : BRB

La progression trimestrielle de la masse monétaire a été d'origine interne (+2,2 points de pourcentage), les avoirs extérieurs nets ayant exercé une incidence restrictive (-1,7 point de pourcentage). De même, la croissance annuelle de M3 a été principalement d'origine interne (+23,9 points de pourcentage).

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

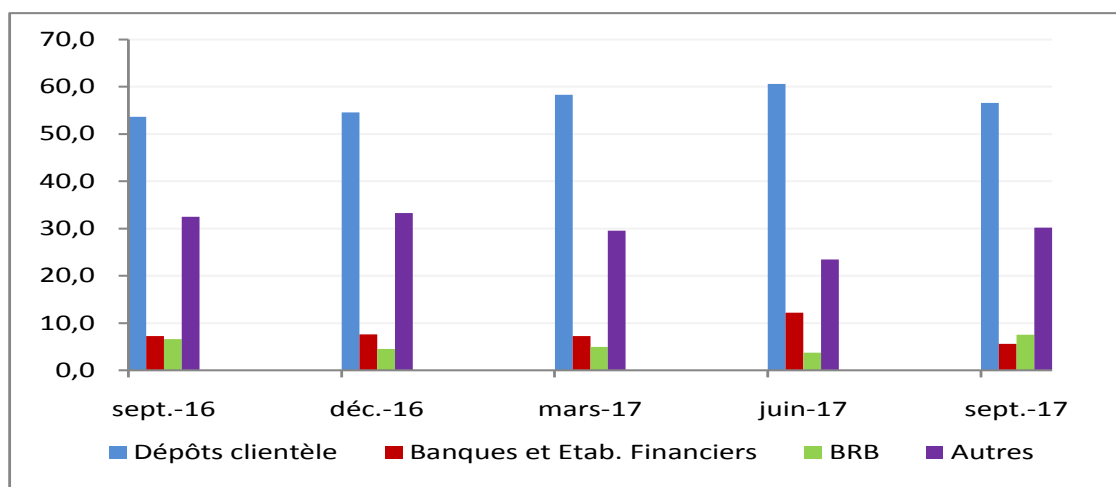
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

A fin septembre 2017, le total du bilan du secteur bancaire a augmenté de 1,6% par rapport au trimestre précédent. Comparé à la même période de 2016, il s'est accru de 13,7%. D'un trimestre à l'autre, les dépôts ont diminué tandis que le portefeuille crédits a augmenté. Le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de rentabilité de ce secteur se sont améliorés.

2.5.1.1. Principales ressources

A fin septembre 2017, le total des dépôts a baissé de 5,3%, s'établissant à 1.160,7 contre 1.222,3 Mds de BIF au trimestre précédent. Comparé à la même période de l'année précédente, le total des dépôts a progressé de 23,7%. L'encours du refinancement de la Banque Centrale a augmenté de 54,2% d'un trimestre à l'autre, passant 75.531,6 à 116.470,7MBIF. En glissement annuel, le refinancement a diminué de 3,6%.

Graphique 12 : Répartition des ressources (en % du total)

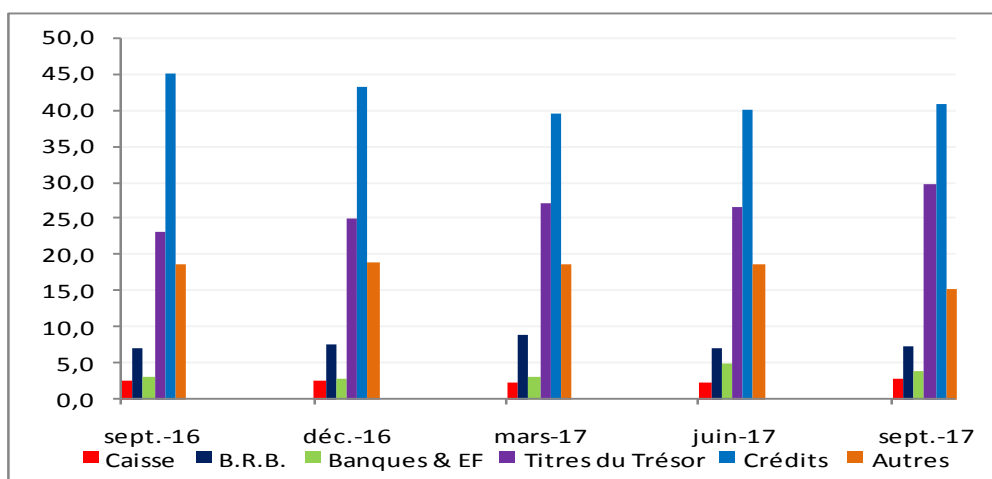


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

A fin septembre 2017, les principaux emplois du secteur bancaire sont essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor, représentant respectivement 40,8 et 29,7% du total actif. L'encours des titres du Trésor détenu par les banques a augmenté de 13,6% d'un trimestre à l'autre. Les crédits à l'économie ont augmenté de 3,7% d'un trimestre à l'autre et de 3,0% par rapport à la même période de 2016.

Graphique 13 : Répartition des emplois (en % du total)

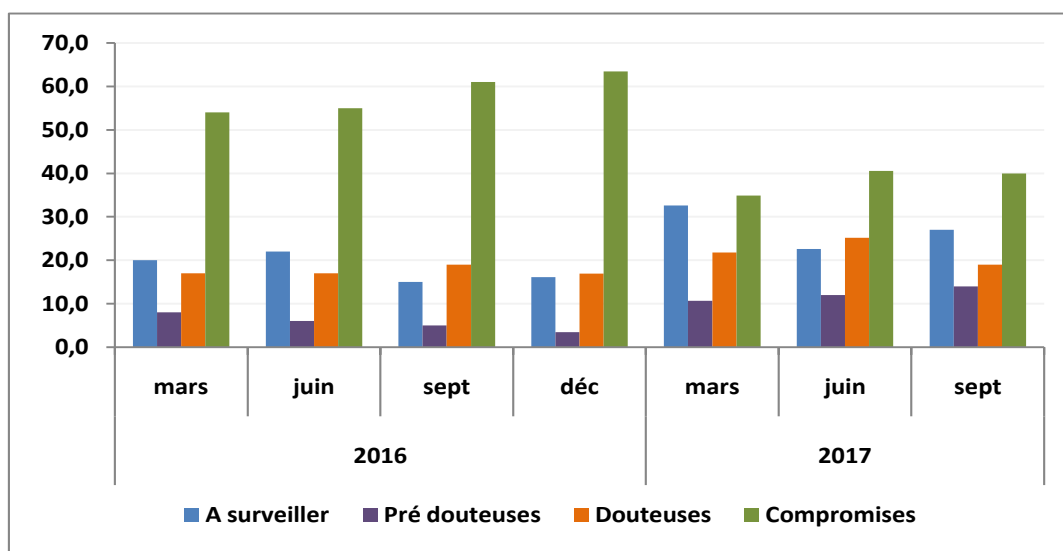


Source: BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille

En glissement annuel, le taux des créances impayées a diminué, passant de 22,9 à 19,6% alors qu'il a augmenté par rapport au trimestre précédent (17,3%). L'augmentation des créances impayées au troisième trimestre 2017 s'explique par la progression des créances à surveiller.

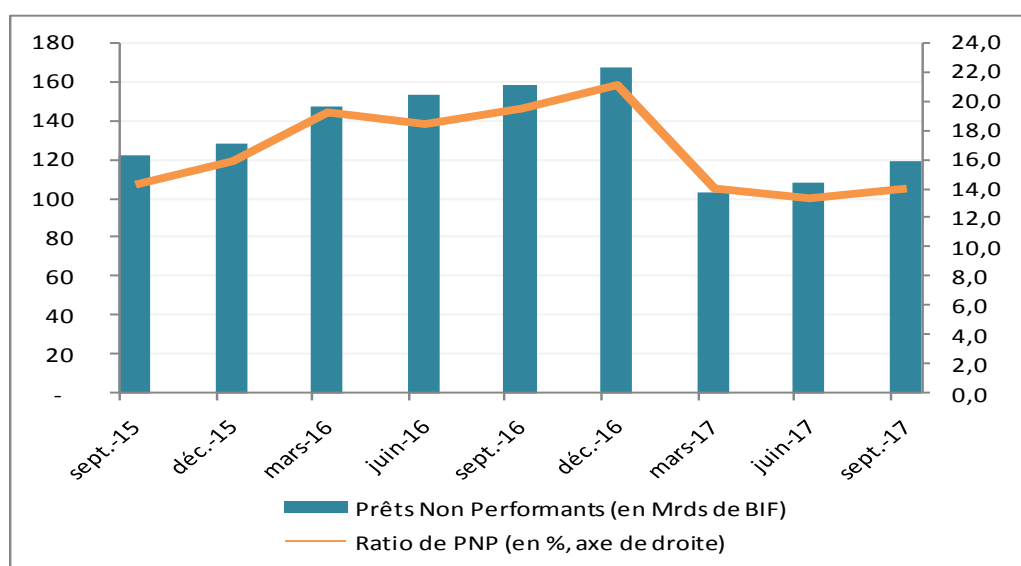
Graphique 14 : Créances impayées par classe (en %)



Source : BRB

L'analyse des créances par classe montre qu'en septembre 2017, les créances à surveiller et les créances compromises occupent respectivement 27% et 40% des créances impayées contre 15% et 61% à la même période de l'année précédente, tandis qu'elles étaient respectivement de 23% et 41% au trimestre précédent. La baisse des créances compromises résulte de leur radiation dans les bilans des banques comme stipulée dans la loi budgétaire 2017. En conséquence, le ratio des prêts non performants a baissé de 5,3 points de pourcentage (de 19,5 à 14,2%) en glissement annuel et de 0,8 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

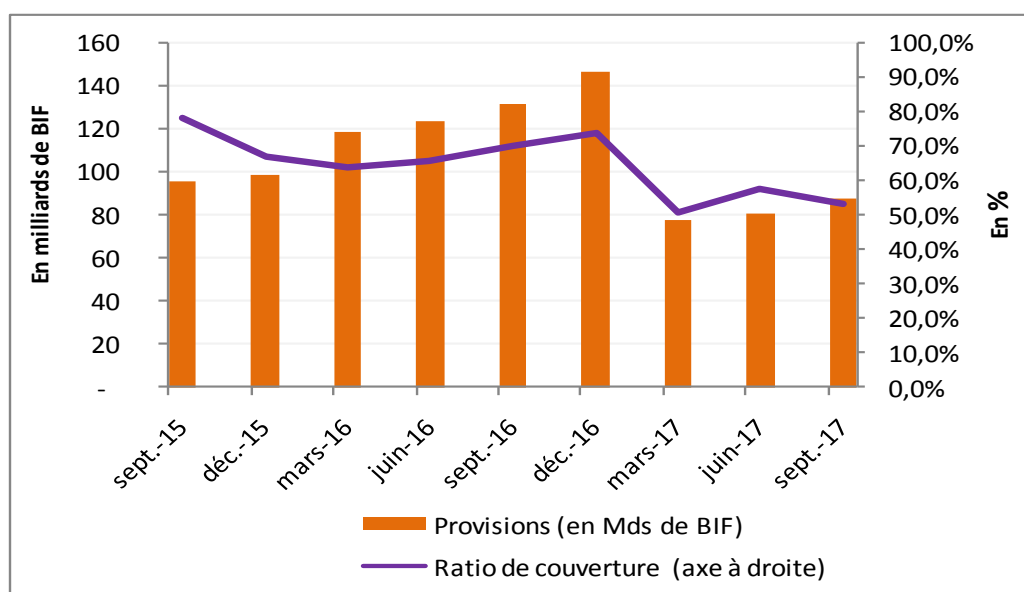
Graphique 15 : Evolution des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, les provisions pour dépréciation des créances ont baissé de 33,6% (87.504,5 contre 131.756,1 MBIF) et ont augmenté de 8,2% par rapport au trimestre précédent. La baisse des provisions est liée à la diminution des créances impayées et aux différentes mesures d'assouplissements relatifs au provisionnement de ces créances.

Graphique 16 : Evolution des provisions et taux de couverture



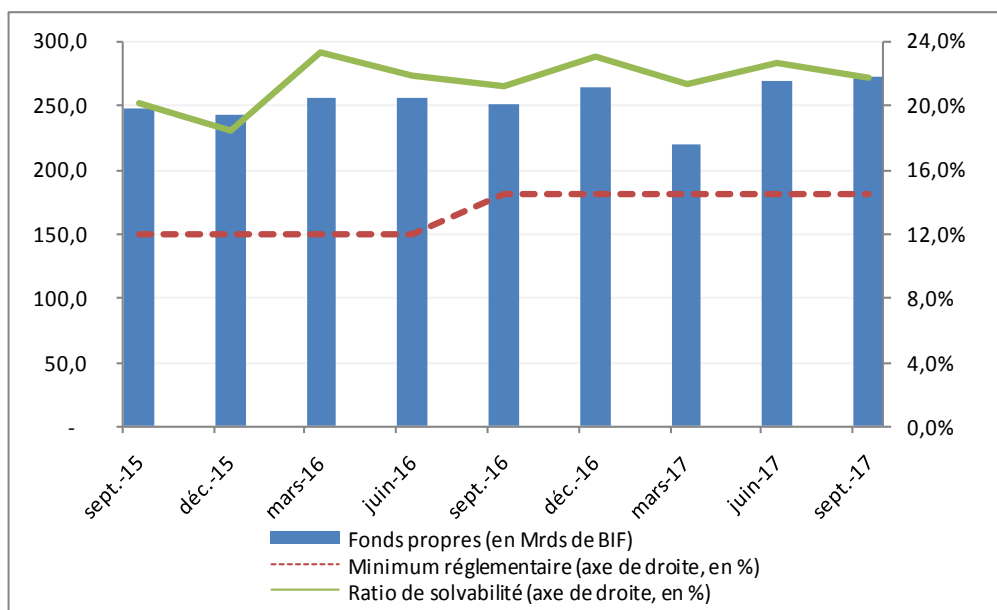
Source : BRB

2.5.3. Adéquation du capital

A fin septembre 2017, le secteur bancaire disposait de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire⁴. Le ratio de solvabilité globale a légèrement fléchi, s'établissant à 21,8% à fin septembre 2017 contre 22,7% à fin juin 2017, mais a largement dépassé le minimum réglementaire de 14,5%.

⁴ Circulaire n°03/2014 relative aux ratios de solvabilité des Etablissements de Crédit

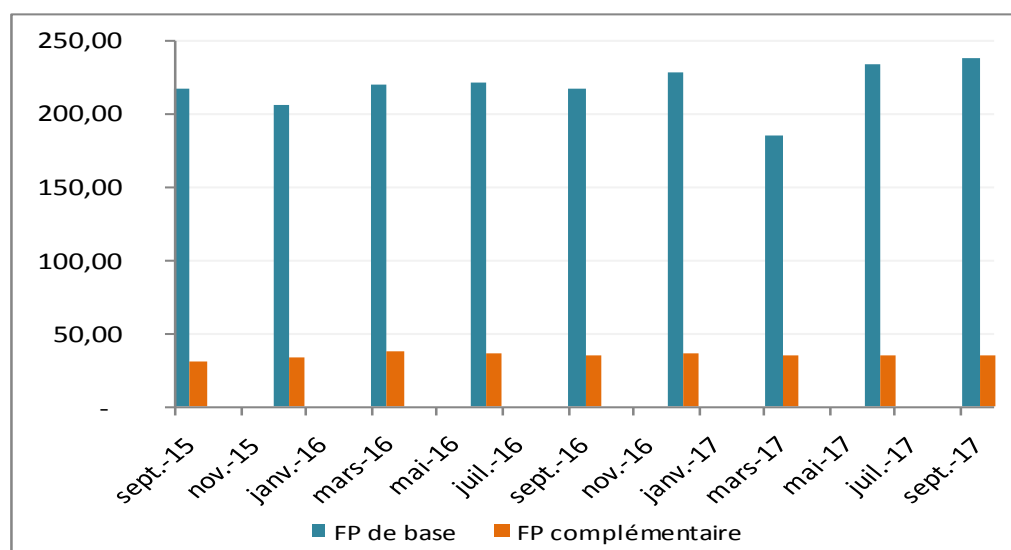
Graphique 17 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres ont augmenté de 8,4%, passant de 252,6 à 273,8 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation du résultat des banques. De même, par rapport deuxième trimestre 2017, les fonds propres ont augmenté de 1,5%.

Graphique 18 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio des fonds propres de base a baissé de 0,7 points de pourcentage (18,3 contre 19,0%) tout en restant au-dessus de la norme réglementaire de 12,5%. D'un trimestre à l'autre, il a baissé de 1,4 point. L'augmentation des fonds propres de base au troisième trimestre 2017 est expliquée par l'accroissement des résultats provisoires de certaines banques.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire a augmenté, passant de 115.673,0 à 128.238,2 MBIF, suite notamment aux effets positifs liés à la baisse des créances impayées dans le portefeuille des banques. Le résultat net des établissements de crédit a augmenté en liaison avec la baisse des provisions, s'établissant à 35.645,2 contre 19.076,2 MBIF à la même période de l'année précédente. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont augmenté, passant de 1,1 à 1,7% et de 7,6 à 13,0% de fin septembre 2016 à fin septembre 2017 respectivement.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au cours du troisième trimestre 2017, l'activité économique mondiale s'est affermie dans la plupart des pays avancés et émergents en raison de l'amélioration de la demande intérieure. L'inflation a globalement augmenté dans la plupart des pays avancés et émergents suite à la remontée des prix des produits de base. Le commerce international a repris en rapport avec l'augmentation de la demande dans les pays développés et émergents.

Selon les projections d'octobre 2017 du FMI, la reprise de l'activité économique se poursuivrait en Afrique subsaharienne (2,6 contre 1,4%), en liaison avec la remontée des prix des produits de base sur le marché international. Selon les mêmes prévisions du FMI, l'activité économique resterait robuste dans les pays de la CEA (5,4% en 2017 contre 6,1% en 2016). Cette bonne performance serait notamment liée à la stabilité macroéconomique, aux investissements publics et privés soutenus, en particulier, aux investissements directs étrangers.

Au niveau de la conjoncture économique et financière nationale, les principales productions des secteurs secondaire et tertiaire se sont améliorées au deuxième trimestre 2017 tandis que certaines productions du secteur primaire, notamment le café vert et le thé sec, ont diminué.

L'inflation a légèrement fléchi d'un trimestre à l'autre (14,3 contre 17,8%), suite à baisse de l'inflation alimentaire (21,7 contre 26,2%) et non alimentaire (6,7 contre 8,8%).

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique, le taux de croissance du PIB est estimé à 2,5% en 2017 contre 1,7% en 2016, suite principalement à l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire.

Au niveau du secteur extérieur, la balance des paiements du troisième trimestre 2017 a enregistré un besoin de financement plus élevé que celui du même trimestre de 2016. Les réserves officielles se sont améliorées de 9,0 % par rapport au même trimestre de 2016 et couvrent 1,6 contre 1,3 mois d'importations de biens et services. Au cours du troisième trimestre 2017, le déficit des finances publiques s'est allégé, en rapport avec l'augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses, et ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Dans le secteur monétaire, les réserves des banques commerciales sans interventions de la Banque Centrale ont diminué au cours du troisième trimestre 2017, ce qui a entraîné l'augmentation de leurs refinancements auprès de la Banque Centrale. En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 34,3%, en liaison avec l'accroissement des avoirs intérieurs nets de 15,1% et celui des avoirs extérieurs nets de 26,1%. Pour la même période, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 25,3%, en liaison avec la progression du crédit intérieur de 20,4% et celle des avoirs extérieurs nets de 8,3%.

A fin septembre 2017, le secteur bancaire disposait de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Les principaux indicateurs de rentabilité du secteur bancaire se sont améliorés. Le produit net bancaire est passé de 115.673,0 à 128.238, 3 MBIF et le résultat net s'est établi à 35.645,2 contre 19. 076,2 MBIF de fin septembre 2016 à fin septembre 2017. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres(ROE) ont augmenté.

Au cours du troisième trimestre 2017, la BRB a poursuivi les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en septembre 2015 pour inciter les banques commerciales à financer davantage les investissements productifs.

Pour la période à venir, les mesures prévues par la BRB consistent notamment à :

1. Continuer à fournir aux banques la liquidité nécessaire au financement de l'économie jusqu'à ce que leurs réserves s'améliorent ;
2. Maintenir les échéances de 7, 14 et 28 jours pour les apports de liquidité ;
3. Poursuivre les interventions sur le marché de changes pour faciliter les importations des produits essentiels.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PIB PAR BRANCHE (AU PRIX DE 2005) en Mds de BIF

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	476,3	516,4	497,9	499,5	489,4	487,9
Agriculture vivrière	404,2	465,7	442,2	433,9	417,8	405,3
Agriculture d'exportation	19,3	16,6	18,4	22,1	20,5	24,7
*Café	9,8	2,6	3,2	4,9	4,2	5,7
*Thé	7,7	13,0	14,2	16,2	15,4	18,0
*Autres cultures d'exportation	1,8	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0
Forêt	10,2	11,2	11,9	13,4	15,1	16,7
Elevage	39,0	20,2	22,4	26,7	32,0	36,8
Pêche	3,6	2,6	3,0	3,4	3,9	4,3
Secteur secondaire	290,2	297,3	315,7	307,3	311,7	305,9
Extraction	9,0	9,5	8,4	8,0	7,8	8,6
Industries	183,5	187,5	211,9	213,5	219,1	214,0
*Industries agroalimentaires	131,6	134,5	155,7	157,0	160,6	157,4
*Industries manufacturières	51,9	53,0	56,2	56,5	58,5	56,6
*Industries textiles	4,7	5,8	4,3	4,0	3,9	3,6
*Autres industries manufacturières	47,2	47,3	51,9	52,5	54,6	53,0
Electricité, gaz et eau	7,3	7,7	7,9	7,1	7,2	7,3
Construction	90,4	92,5	87,5	78,7	77,5	76,0
Secteur tertiaire	701,3	721,1	784,4	803,0	840,1	870,5
Commerce	85,9	71,2	79,4	73,9	75,4	74,6
Transport et communication	54,4	51,4	67,6	67,7	71,4	75,2
Transport	17,7	14,4	15,6	12,7	13,2	12,9
Services des Postes, Télécommunication, internet	36,7	36,9	52,0	55,0	58,2	62,2
Banques et Assurances	85,1	85,9	98,2	117,3	129,0	141,9
Hébergement, Restauration et autres services marchands	136,2	138,0	124,9	125,1	125,7	126,6
Administration publique	200,9	228,2	272,9	288,3	305,6	325,5
Education	187,2	188,1	195,6	204,7	213,9	224,6
Santé et action sociale	12,3	12,8	13,4	14,0	15,6	17,4
Activités à caractère collectif ou personnel	26,7	33,0	47,1	50,8	54,8	59,1
Services domestiques	5,1	4,8	4,7	5,1	5,5	6,0
SIFIM	-92,5	-92,4	-119,4	-143,9	-156,9	-180,4
PIB aux coûts des facteurs	1467,8	1534,7	1598,0	1609,8	1641,2	1664,3
Impôts et taxes nets	170,7	184,4	194,0	176,3	175,7	197,8
PIB aux prix du marché	1638,4	1719,1	1792,0	1786,1	1816,9	1862,1

Source : MBGP

ANNEXE 2 : INFLATION PAR PRINCIPALES COMPOSANTES (EN %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
sept-15	4,1	4,8	3,6
oct-15	5,6	5,5	5,7
nov-15	5,8	7,3	4,7
déc-15	7,1	12,1	3,5
janv-16	6,3	9,9	3,8
févr-16	6,7	11,1	3,6
mars-16	4,3	6,5	2,7
avr-16	2,7	2,4	2,8
mai-16	2,6	2,8	2,6
juin-16	3,8	4,0	3,7
juil-16	4,0	4,5	3,5
août-16	6,6	7,7	5,8
sept-16	7,0	8,1	6,3
oct-16	6,0	7,0	5,3
nov-16	7,1	9,1	5,6
déc-16	9,5	13,9	6,0
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	19,6	30,2	9,0
mai-17	18,9	27,8	9,0
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4

Source : BRB sur base des données de l'ISTEEBU

ANNEXE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (EN MBIF)

	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
sept-15	55 763,4	3 078,8	58 842,2	65 862,8	-7 020,6
oct-15	45 667,9	5 352,5	51 020,4	122 703,2	-71 682,8
nov-15	45 319,8	13 069,2	58 389,0	90 740,8	-32 351,8
déc-15	69 311,4	11 254,8	80 566,2	56 764,8	23 801,4
janv-16	47 235,2	5 895,7	53 130,9	64 664,0	-11 533,1
févr-16	43 956,0	4 688,2	48 644,1	62 680,5	-14 036,4
mars-16	58 603,8	10 580,4	69 184,2	97 762,6	-28 578,4
avr-16	50 478,8	5 930,5	56 409,3	94 594,0	-38 184,8
mai-16	45 205,0	12 366,3	57 571,3	86 441,6	-28 870,3
juin-16	60 148,7	11 341,8	71 490,5	76 846,7	-5 356,2
juil-16	50 971,9	3 203,4	54 175,2	71 991,2	-17 815,9
août-16	55 808,9	4 202,5	60 011,4	73 289,7	-13 278,4
sept-16	63 489,3	10 797,4	74 286,7	101 298,7	-27 012,0
oct-16	47 249,9	12 755,9	60 005,8	102 470,2	-42 464,4
nov-16	55 678,3	15 941,6	71 619,8	101 647,3	-30 027,5
déc-16	59 232,6	21 314,8	80 547,4	110 352,1	-29 804,7
janv-17	53 627,7	7 058,3	60 686,0	64 415,6	-3 729,6
févr-17	51 656,9	10 991,7	62 648,5	84 274,1	-21 625,6
mars-17	73 064,8	13 243,6	86 308,4	87 906,1	-1 597,8
avr-17	51 144,7	9 769,6	60 914,3	98 016,5	-37 102,2
mai-17	54 415,7	8 886,7	63 302,4	87 125,3	-23 822,9
juin-17	65 194,3	22 169,0	87 363,3	88 592,8	-1 229,5
juil-17	67 742,9	11 005,5	78 748,4	87 554,4	-8 806,0
août-17	72 246,7	9 317,2	81 563,9	113 343,3	-31 779,4
sept-17	69 515,0	8 503,2	78 018,2	82 670,9	-4 652,7

Source : MFBP

ANNEXE 4 : DETTE PUBLIQUE (EN MBIF)

	BRB	Bons et Obl.	Dettes intérieure Totale	Dettes extérieure	Dettes Publique Totale
sept-15	577 421,6	286 853,4	914 862,2	660 662,7	1 575 524,9
oct-15	602 681,6	304 366,0	961 782,5	661 399,1	1 623 181,7
nov-15	609 699,2	333 539,1	999 549,4	659 207,1	1 658 756,6
déc-15	641 724,6	378 907,0	1 070 572,8	691 234,5	1 761 807,3
janv-16	598 712,1	388 365,1	1 036 632,1	689 902,5	1 726 534,6
févr-16	626 840,4	402 426,2	1 082 134,6	700 034,1	1 782 168,7
mars-16	635 625,1	417 680,2	1 102 579,7	720 621,3	1 823 201,0
avr-16	640 405,2	438 638,3	1 133 874,3	725 571,4	1 859 445,7
mai-16	655 244,3	455 349,6	1 164 818,5	728 163,5	1 892 982,0
juin-16	650 423,6	475 292,9	1 178 665,3	730 813,1	1 909 478,4
juil-16	646 289,0	493 502,0	1 193 872,2	727 209,5	1 921 081,7
août-16	636 965,6	508 501,5	1 193 198,6	732 683,7	1 925 882,3
sept-16	644 432,0	527 286,3	1 218 538,7	736 607,0	1 955 145,7
oct-16	660 707,0	536 420,8	1 248 380,0	729 004,8	1 977 384,8
nov-16	689 148,0	551 790,1	1 294 023,7	727 220,8	2 021 244,5
déc-16	752 299,8	584 745,3	1 374 144,6	724 630,8	2 098 775,4
janv-17	708 968,9	583 970,9	1 330 570,5	730 300,2	2 060 870,7
févr-17	720 858,9	613 931,0	1 372 302,2	734 404,8	2 106 707,0
mars-17	741 269,6	627 821,5	1 411 263,4	729 302,8	2 140 566,2
avr-17	733 398,9	643 307,1	1 418 957,0	718 996,6	2 137 953,5
mai-17	748 696,4	660 063,7	1 451 092,3	747 449,7	2 198 541,0
juin-17	748 813,6	676 889,0	1 464 123,4	754 668,5	2 218 792,0
juil-17	732 104,3	676 920,9	1 447 097,0	760 394,0	2 207 491,0
août-17	730 342,1	709 627,0	1 478 272,4	770 584,3	2 248 856,7
sept-17	713 443,5	731 279,5	1 483 340,8	775 212,7	2 258 553,5

Source : BRB et MFBP

ANNEXE 5 : RESERVES DES BANQUES (EN MBIF)

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
sept-15	65 194,4	4 105,8
oct-15	84 010,6	3 097,5
nov-15	85 172,6	7 811,8
déc-15	77 700,7	14 296,6
janv-16	77 387,1	26 612,0
févr-16	78 305,6	42 673,5
mars-16	82 764,1	54 696,7
avr-16	87 956,0	68 813,8
mai-16	87 670,1	74 277,1
juin-16	93 245,7	92 597,1
juil-16	86 858,2	108 221,7
août-16	91 506,9	107 836,1
sept-16	87 837,5	113 432,6
oct-16	109 620,6	105 761,6
nov-16	107 733,7	98 571,3
déc-16	128 013,2	100 522,7
janv-17	128 121,5	85 130,5
févr-17	128 818,8	89 580,0
mars-17	133 496,9	93 971,8
avr-17	152 138,5	97 130,4
mai-17	141 232,6	94 778,2
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342,0	101 518,0
août-17	115 927,0	118 005,0
sept-17	121 733,0	113 145,0

Source : BRB

ANNEXE 6 : TAUX D'INTERETS DU MARCHE MONETAIRE (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
sept-15	8,10	16,17	7,31	13,17
oct-15	7,03	14,89	7,43	11,89
nov-15	7,55	13,17	4,37	10,17
déc-15	5,00	9,82	3,40	6,82
janv-16	5,00	9,44	3,46	6,44
févr-16	5,00	9,41	3,38	6,41
mars-16	5,40	9,21	3,27	6,21
avr-16	-	9,58	3,32	6,58
mai-16	4,56	9,45	3,30	6,45
juin-16	-	8,92	3,14	5,92
juil-16	5,00	8,84	3,18	5,84
août-16	-	7,98	3,14	4,98
sept-16	3,50	7,79	3,09	4,79
oct-16	3,50	7,55	2,98	4,55
nov-16	3,85	6,80	2,55	3,80
déc-16	-	7,64	2,38	4,64
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92

Source : BRB

ANNEXE 7 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	30/09/2016	30/09/2017	Variation en %
I. EMPLOIS	1 801 511,7	2 048 889,0	13,7
1. PRINCIPAUX EMPLOIS	1 435 509,3	1 736 299,2	21,0
A. Actifs Liquides	622 910,2	899 428,3	44,4
*Caisse	45 631,1	58 384,7	27,9
*B.R.B.	128 529,6	150 759,4	17,3
*Banques & Etablissements Financiers	58 198,2	81 921,3	40,8
* Bons et Obligations du Trésor	390 551,3	608 362,9	55,8
B. Crédits	812 599,1	836 870,9	3,0
*Court terme	496 968,5	464 135,9	-6,6
*Moyen terme	196 791,2	236 805,6	20,3
*Long terme	118 839,4	135 929,4	14,4
*Crédits bail	0,0	0,0	0,0
*Autres crédits	0,0	0,0	0,0
2. AUTRES EMPLOIS	366 002,5	312 589,8	-14,6
II. RESSOURCES	1 801 511,7	2 048 889,0	13,7
1. PRINCIPALES RESSOURCES	1 189 611,6	1 430 992,0	20,3
*Clientèle	938 073,7	1 160 734,3	23,7
<i>dont: dix grands dépôts</i>	<i>259 334,0</i>	<i>387 110,6</i>	<i>49,3</i>
*Refinancement auprès B.R.B.	120 763,8	116 470,7	-3,6
*Banques & Etablissements Financiers	130 774,1	153 787,0	17,6
<i>dont : Résidents</i>	<i>61 588,3</i>	<i>85 093,0</i>	<i>38,2</i>
2. AUTRES RESSOURCES	611 900,1	617 897,0	1,0
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE			
1. Adéquation des fonds propres			
Fonds propres de base nets (en MBIF)	217 747,9	238 957,4	9,7
Fonds propres (en MBIF)	252 556,3	273 818,4	8,4
Risques pondérés	1 190 539,0	1 256 679,3	5,6
Ratio de solvabilité de base (en %, norme 12,5%)	18,3	19,0	-
Ratio de solvabilité globale (en %, norme 14,5%)	21,2	21,8	-
Ratio de levier (en %, norme 7%)	13,7	12,7	-
2. Qualité et concentration des crédits			
Grands risques	148 674,2	198 435,5	33,5
Créances à surveiller	28 037,4	45 117,7	60,9
Créances Non performantes	158 292,7	118 863,1	-24,9
Impayés	186 330,1	163 980,8	-12,0
Provisions constituées	131 756,1	87 504,5	-33,6
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	45,1	40,8	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*) (en %)	23,5	32,1	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*) (en %)	203,1	286,9	-
Taux des prêts non performants (en %)	19,5	14,2	-
Taux d'impayés (en %)	22,9	19,6	-
Taux de provisionnement (en %)	83,2	73,6	-
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	18,3	23,7	-
3. Liquidité			
Coefficient de liquidité en BIF(*) (en %)	46,2	52,0	-
Coefficient de liquidité en devises (*) (en %)	121,7	119,1	-
Total crédits/total dépôts (*) (en %)	86,6	72,1	-
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés (en %)	137,8	131,3	-
Dix gros dépôts/Total dépôts (*) (en %)	27,6	33,4	-
4. Rentabilité et performance			
Résultat avant impôt	23 432,0	39 744,8	69,6
Résultat net de l'exercice	19 076,2	35 645,2	86,9
Produit Net Bancaire	115 673,3	128 238,2	10,9

Source : BRB